

Mali: pro et anti-putsch désapprouvent le nouveau gouvernement

Opposants et partisans du coup d'Etat militaire du 22 mars qui a renversé le régime du président Amadou Toumani Touré (ATT) au Mali ont désapprouvé mercredi le gouvernement du Premier ministre malien de transition Cheick Modibo Diarra.

Ce gouvernement a été formé en violation flagrante de l'accord-cadre signé par les putschistes et la médiation des pays d'Afrique de l'Ouest, qui prévoit la mise en place d'un gouvernement d'union nationale composé de personnalités consensuelles, déclare le Front uni pour la défense de la République et de la démocratie (FDR, opposé au putsch) dans un communiqué.

Le front favorable au coup d'Etat militaire, le Mouvement populaire du 22 mars (MP22), estime pour sa part que ce n'est aucunement le gouvernement d'union nationale tel qu'appelé par l'accord-cadre du 6 avril. Le MP22 constate que ce gouvernement fait de larges places à des Maliens, certes, mais des hommes plus engagés auprès de chefs d'Etat étrangers et des institutions régionales et internationales que dans la vie politique malienne.

Sadio Lamine Sow, seul ministre d'Etat, chargé des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, est ainsi proche du président du Burkina Faso Blaise Compaoré dont il était jusqu'ici un des conseillers spéciaux à Ouagadougou.

M. Diarra a formé mercredi un gouvernement composé en grande partie de techniciens et de militaires, qui aura la difficile mission de tenter de ramener la paix dans le Nord du pays occupé par des groupes armés.

Le FDR affirme qu'à aucun moment, il n'a été associé à la formation d'un cabinet qui n'a rien de consensuel; il n'est pas un gouvernement d'union nationale. Ces opposants regrettent notamment que les militaires y occupent des postes clés au moment où l'accent est mis sur le retour effectif de l'armée dans les casernes.

Le FDR n'entravera pas l'action du gouvernement, mais il sera particulièrement vigilant, sur la défense de la Constitution et des libertés et l'organisation d'élections régulières et transparentes dans des délais raisonnables.

Selon lui, les nouveaux ministres seront jugés sur pièces notamment au regard des missions fondamentales et brûlantes de l'heure dont la défense de l'intégrité du territoire national, l'assistance aux populations des régions nord du Mali, sous contrôle depuis fin mars-début avril de divers groupes armés, dont des rebelles touareg, des islamistes et bandes criminelles.

Le MP22 affirme de son côté que ce gouvernement ne peut nullement incarner le changement auquel aspirent fondamentalement les populations maliennes et n'est pas en mesure de faire face à l'occupation d'une partie du territoire.

Il appelle les forces vives à s'assumer et à se rassembler dans les meilleurs délais au sein d'une Convention pour la transition vers le changement.

Lors d'un point de presse à Kati, près de Bamako, le chef des putschistes, le capitaine Amadou Haya Sanogo, a assuré qu'il veillerait personnellement à ce que l'accord signé avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) soit respecté dans son intégralité. Il a mis en garde tous ceux qui seront tentés d'entraver son exécution.